

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je constate avec plaisir que le député a admis que son parti s'opposait au gazoduc de l'Alaska. A l'époque, ses députés n'y voyaient pas le potentiel que nous y voyions. Mais maintenant que sa réalisation est reportée à plus tard, le député essaie de renverser le cours de l'histoire. Ce n'est pas possible.

**M. Clark:** Cela vient de se produire en Saskatchewan.

**M. MacEachen:** Le député a demandé si le gouvernement songeait à d'autres solutions de remplacement. Je le renvoie à la réponse très détaillée qu'a donnée hier sur ce point le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et qu'il pourra trouver à la page 16818 du *hansard*. Je veux bien en faire lecture, mais peut-être serait-il plus commode au député de la lire lui-même.

#### LES RÉSULTATS DU SONDAGE FAIT AU QUÉBEC

**L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe):** Madame le Président, les querelles d'amoureux comme celle à laquelle nous venons d'assister sont toujours un peu brouillonnes.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Beatty:** Ma question s'adresse également au ministre des Finances. Au mois de mars, le ministre de la Justice a refusé de déposer à la Chambre une copie des résultats du sondage d'opinion secret que le Centre d'information sur l'unité canadienne avait fait faire au Québec en janvier. J'en ai maintenant une copie, et je voudrais que le ministre des Finances me dise s'il sait qu'environ trois Québécois sur quatre se sont déclarés mécontents des programmes économiques fédéraux. Est-il disposé à suivre la recommandation faite par l'équipe chargée d'effectuer ce sondage? Elle conseille en effet au gouvernement fédéral de reconsidérer ses politiques économiques à cause du mécontentement des Québécois.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Non, madame le Président, je ne suis pas au courant de ces résultats. A l'instar de l'honorable chef de l'opposition, j'aurais tendance à croire que les sondages d'opinion sont souvent très superficiels et à ne pas les prendre trop au sérieux.

#### ON DEMANDE LE RETRAIT DU BUDGET ET LA PRÉSENTATION DE NOUVELLES MESURES

**L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe):** Madame le Président, comme c'est le gouvernement du Canada qui a commandé le sondage, le ministre en rejette-t-il aussi cavalièrement la conclusion selon laquelle quatre Québécois sur cinq pensent que la principale priorité du gouvernement devrait être la création d'emplois au lieu de l'inflation? Le ministre nous dira-t-il, à la lumière de cette révélation du sondage que son gouvernement a commandé au Québec et que les contribuables canadiens ont payé, si le gouvernement va retirer son budget pour présenter à la place des mesures propres à redonner du travail aux Canadiens?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le député prétend, en s'appuyant sur un sondage, que nous devrions cesser de nous préoccuper de l'inflation pour nous concentrer sur la question

du chômage. Je lui répondrai que notre gouvernement se soucie avant tout de créer des emplois et de réduire le chômage. Voilà le principal objectif de la politique économique du gouvernement canadien. Il n'y a pas lieu de changer de politique puisque les emplois et la croissance n'ont jamais cessé d'être notre priorité. Nous savons qu'il sera impossible de créer tous les emplois dont le Canada a besoin tant que l'inflation n'aura pas diminué.

\* \* \*

[Français]

#### LES SONDAGES

##### L'OPINION DES QUÉBÉCOIS SUR LES MESURES DE CRÉATION D'EMPLOI—ON DEMANDE SI LE MINISTRE A FAIT DES RECOMMANDATIONS

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Madame le Président, je me permettrai de poser ma question au ministre de la Justice, compte tenu du fait qu'il est le responsable de ce centre d'information sur l'unité canadienne et qu'il avait recommandé ce sondage. Compte tenu du fait que le sondage dénote clairement l'insatisfaction des Québécois et que ceux-ci réclament bien sûr une action positive favorable à la création d'emploi plutôt que le maintien de la philosophie contre la montée inflationniste, est-ce que le ministre est en mesure de dire s'il a fait des recommandations et à qui les a-t-il faites puisque le ministre des Finances vient de dire qu'il n'était pas au courant de ce sondage?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social):** Madame le Président, je dirai à l'honorable député que les sondages ont été utilisés par le gouvernement dans l'élaboration des politiques. Et, évidemment, comme le disait le ministre des Finances tantôt, la question de l'inflation est intimement reliée à celle de la création d'emplois d'autant plus qu'hier le chef de l'opposition disait, tel que reporté dans le journal *La Presse*, qu'il était tout à fait d'accord avec la lutte anti-inflation et qu'il appuierait même encore plus les politiques du gouverneur Bouey que ne le fait le ministre des Finances actuel.

##### ON DEMANDE COMMENT LE GOUVERNEMENT A RÉAGI AU SONDAGE

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Madame le Président, je ne voudrais pas employer les observations qu'a faites le chef du Nouveau parti démocratique tantôt à propos du ministre des Finances. Ce dernier sait parfaitement bien que le gouvernement progressiste conservateur avait favorisé et proposé un taux d'intérêt privilégié. Ma question est celle-ci: Le ministre responsable de millions de dollars utilisés pour des fins de sondages n'a absolument pas répondu à ma question tantôt et refuse de dire si, après les résultats de ce sondage, il a fait des recommandations au Cabinet. Pourquoi le ministre refuse-t-il de dire ce qui se produit après un tel sondage et, compte tenu du résultat si négatif pour son gouvernement, le ministre ne juge-t-il pas que ces sommes utilisées devraient au moins nécessiter des recommandations pertinentes par rapport aux observations contenues dans ce sondage?